

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2018



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -33,054 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2018 s'élève à -33,054 Md€ contre -28,807 Md€ à fin mars 2017. Cette évolution (-4,247 Md€) s'explique par une baisse des dépenses nettes de 0,242 Md€,

une diminution des recettes nettes de 3,205 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de -1,284 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 74,804 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,785 Md€, notamment au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,749 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,834 Md€) et du programme « Vie de l'élève » (1,001 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,473 Md€, notamment au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » (2,151 Md€) ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,658 Md€, dont 0,868 Md€ au titre du programme « Police nationale » et 0,763 Md€ au titre du programme « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,272 Md€, dont 1,124 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

Les dépenses nettes à fin mars 2018 s'élèvent à 74,804 Md€ contre 75,046 Md€ à fin mars 2017. Cette évolution (-0,242 Md€) résulte notamment de la baisse des dépenses d'intervention (-1,359 Md€, essentiellement en raison d'une modification des échéanciers des versements de l'Etat à SNCF Réseau au titre du programme « Infrastructures et

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,919 Md€, dont 0,689 Md€ au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 0,856 Md€, notamment au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,325 Md€) et du programme « Vie étudiante » (0,285 Md€) ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 0,851 Md€, notamment au titre du programme « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (0,238 Md€) ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 0,757 Md€, principalement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,508 Md€).

services de transports » et à l'ACOSS au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », compensée en partie par la hausse des dépenses de personnel (+0,638 Md€) et d'investissement (+0,389 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R&D*) : 62,483 Md€

Les principales recettes du mois

TVA nette : 9,995 Md€ ;

IS net : 9,349 Md€ (essentiellement au titre des acomptes encaissés au 15 mars) ;

IR net : 5,119 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,334 Md€, dont 1,130 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,507 Md€ au titre des autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,244 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -2,572 Md€, dont -2,051 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,683 Md€.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R&D*) : 74,681 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2018 s'élèvent à 74,681 Md€ contre 76,343 Md€ à fin mars 2017.

Cette évolution (-1,662 Md€) s'explique notamment par des remboursements et dégrèvements plus élevés de 3,666 Md€ par rapport à mars 2017 (écart essentiellement lié à des remboursements de la contribution de 3% sur les dividendes distribués,

intervenues en 2018, pour 2,774 Md€) et par la baisse des recettes de TICPE pour 0,391 Md€.

Cette diminution est partiellement compensée par la hausse des recettes brutes de TVA pour 1,874 Md€ (1,399 Md€ en net), d'IR pour 0,563 Md€ (0,397 Md€ en net) et d'IS pour 0,447 Md€ (0,801 Md€ en net).

Recettes non fiscales : 1,220 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2018 s'élèvent à 1,220 Md€ contre 1,285 Md€ à fin mars 2017.

L'ensemble des lignes de recettes reste stable, ce qui explique cette variation contenue (-0,065 Md€).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -13,764 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -13,764 Md€ à fin mars 2018 contre -12,738 Md€ à fin mars 2017. Cette évolution (-1,026 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 1,553 Md€, conformément à la LFI 2018.

Cette augmentation est partiellement compensée par des prélèvements au profit des collectivités territoriales en baisse de 0,527 Md€ (en particulier au titre de la DGF, en diminution de 0,555 Md€), conformément à la LFI 2018.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -20,733 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,386 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,870 Md€.

Le compte « **Transition énergétique** » affiche des dépenses pour 0,584 Md€ (principalement pour le soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 0,490 Md€ dues à des versements de TICPE.

Le compte « **Participations financières de l'Etat** » mentionne des dépenses pour 0,743 Md€ (essentiellement au titre du 3^{ème} volet du programme d'investissement d'avenir).

Le compte « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,438 Md€, dans le cadre de l'action de la France en Europe et dans le monde, et des recettes pour 0,438 Md€.

A fin mars 2018, le solde des comptes spéciaux s'établit à -20,733 Md€ contre -19,449 Md€ à fin mars 2017.

Cette variation (-1,284 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes de commerce (-3,663 Md€, principalement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en baisse de -3,814 Md€ en raison du versement du solde du

compte de la COFACE en janvier 2017) et des comptes de concours financiers (-1,192 Md€, principalement en raison des avances versées à l'ASP). Cette diminution est partiellement compensée par l'amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale (+3,541 Md€, écart lié à l'augmentation de capital d'EDF pour 3 Md€, en mars 2017, impactant le compte « Participations financières de l'Etat »).

Dettes financières de l'Etat au 31 mars : 1 732,294 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 30,666 Md€) et les BTF (émissions nettes de 8,649 Md€).

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	Mars	2018	2017 retraité 2017 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-4 574	-33 054	-28 807	-29 564	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	21 036	74 804	75 046	74 733	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	23 057	62 483	65 688	64 618	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 119	23 022	22 625	22 625	
- IS *	9 349	8 432	7 631	7 631	
- TVA	9 995	38 063	36 664	37 261	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 595	-20 733	-19 449	-19 449	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 697	105 908			16
Dettes financières de l'Etat	20 621	1 732 294			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	11 192	33 088	32 450	32 456
Dépenses de fonctionnement	3 120	13 666	13 464	13 345
Charges de la dette de l'Etat	24	287	283	283
Dépenses d'investissement	456	2 754	2 365	2 365
Dépenses d'intervention	5 853	23 373	24 732	24 533
Dépenses d'opérations financières	391	644	760	760
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	21 036	74 804	75 046	74 733
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	26 609	74 681	76 343	76 257
Recettes non fiscales	555	1 220	1 285	1 285
Prélèvements sur recettes	-4 255	-13 764	-12 738	-13 722
Fonds de concours	148	345	798	798
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	23 057	62 483	65 688	64 618
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	27 312	76 247	78 426	78 340
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	2 021	-12 321	-9 358	-10 115
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 052	2 567	-974	-974
Solde des comptes de concours financiers	-5 622	-23 781	-22 589	-22 589
Solde des comptes de commerce	89	500	4 163	4 163
Solde des comptes d'opérations monétaires	-8	-83	-202	-202
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 595	-20 733	-19 449	-19 449
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-4 574	-33 054	-28 807	-29 564



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 192	33 088	32 450	32 456
Rémunérations d'activité	6 228	18 716	18 257	18 261
Cotisations et contributions sociales	4 895	14 202	13 999	14 001
Prestations sociales et allocations diverses	68	170	194	194
AUTRES TITRES	9 845	41 716	42 596	42 277
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 120	13 666	13 464	13 345
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 214	6 426	6 248	6 166
Subventions pour charges de service public	906	7 239	7 216	7 178
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	24	287	283	283
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	24	287	283	283
Titre 5 - Dépenses d'investissement	456	2 754	2 365	2 365
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	354	2 003	1 638	1 638
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	102	751	727	727
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 853	23 373	24 732	24 533
Transferts aux ménages	2 158	12 393	11 962	11 859
Transferts aux entreprises	721	3 439	4 935	4 980
Transferts aux collectivités territoriales	1 129	1 750	1 439	1 523
Transferts aux autres collectivités	1 839	5 777	6 384	6 160
Appels en garantie	7	14	11	11
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	391	644	760	760
Prêts et avances	18	43	277	277
Dotations en fonds propres	15	43	56	56
Dépenses de participations financières	358	557	427	427
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	21 036	74 804	75 046	74 733



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2018		Cumul à fin mars 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	426	456	1 209	957	856
Action de la France en Europe et dans le monde	376	350	679	564	553
Diplomatie culturelle et d'influence	28	85	398	266	180
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	21	132	127	123
Présidence française du G7 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	230	223	708	684	689
Administration territoriale	139	133	409	389	394
Vie politique, culturelle et associative	23	25	83	79	70
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	68	65	216	215	225
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	431	311	977	762	555
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ⁽²⁾	326	215	691	498	273
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	55	44	134	119	132
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	52	152	145	150
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	367	449	816	1 063	952
Aide économique et financière au développement	287	365	296	565	453
Solidarité à l'égard des pays en développement	79	85	520	499	499
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	160	41	1 883	1 701	1 683
Liens entre la Nation et son armée	4	1	16	4	7
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	98	33	1 786	1 675	1 651
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	59	7	81	22	26
COHESION DES TERRITOIRES ⁽³⁾	290	237	14 182	3 786	3 867
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	171	157	256	183	280
Aide à l'accès au logement	0	0	13 811	3 493	3 481
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	92	64	76	67	30
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	22	9	20	19	28
Interventions territoriales de l'Etat	0	4	-1	8	5
Politique de la ville	5	3	20	17	43
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	50	50	192	187	181
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	32	99	95	90
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	53	52	51
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	323	191	889	517	526
Patrimoines	56	52	230	150	154
Création	155	47	305	94	98
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	112	91	354	273	273
DEFENSE	3 596	3 473	9 490	10 820	11 220
Environnement et prospective de la politique de défense	370	115	483	355	410
Préparation et emploi des forces	731	806	2 276	2 212	2 301
Soutien de la politique de la défense	2 191	2 151	6 018	5 928	5 920
Equiperment des forces	304	401	713	2 324	2 589
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	126	91	274	239	278
Coordination du travail gouvernemental	54	36	130	102	122
Protection des droits et libertés	4	4	21	21	31
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	68	52	122	117	126



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2018		Cumul à fin mars 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 370	851	3 813	3 104	3 865
Infrastructures et services de transports	34	103	213	765	1 422
Affaires maritimes ⁽²⁾	5	12	71	29	39
Paysages, eau et biodiversité	17	14	28	25	45
Expertise, information géographique et météorologie	139	52	362	172	177
Prévention des risques	35	166	521	191	151
Energie, climat et après-mines	182	99	284	193	250
Service public de l'énergie	721	167	1 429	876	932
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	238	238	905	853	849
ECONOMIE	358	335	668	567	599
Développement des entreprises et régulations ⁽²⁾	44	43	259	182	206
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	55	34	121	102	97
Stratégie économique et fiscale	260	258	288	283	297
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	32	132	357	437	490
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	24	24	287	287	283
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	7	7	14	14	11
Epargne	0	20	55	55	43
Majoration de rentes	0	0	0	0	117
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	80	0	80	35
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 982	6 785	19 370	18 734	18 194
Enseignement scolaire public du premier degré	1 835	1 834	5 474	5 471	5 379
Enseignement scolaire public du second degré	2 750	2 749	8 306	8 302	8 138
Vie de l'élève	990	1 001	2 202	1 886	1 638
Enseignement privé du premier et du second degrés	899	855	2 275	2 205	2 164
Soutien de la politique de l'éducation nationale	314	194	683	502	503
Enseignement technique agricole	193	152	428	368	372
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 000	919	3 043	2 687	2 674
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	692	689	2 210	2 025	1 965
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	127	91	297	251	269
Facilitation et sécurisation des échanges	152	136	401	370	368
Fonction publique	29	3	135	40	73
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	69	51	325	252	330
Immigration et asile	65	48	270	202	293
Intégration et accès à la nationalité française	5	3	55	50	38
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	80	3 485	999	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	10	650	118	0
Valorisation de la recherche	0	5	1 850	201	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	65	985	680	0
JUSTICE	672	637	2 243	2 070	1 986
Justice judiciaire	277	271	957	895	855
Administration pénitentiaire	244	249	725	762	741
Protection judiciaire de la jeunesse	102	76	284	194	187
Accès au droit et à la justice	11	6	138	132	123
Conduite et pilotage de la politique de la justice	38	36	138	86	81
Conseil supérieur de la magistrature	1	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	232	73	328	156	125
Presse et médias	53	11	141	91	52
Livre et industries culturelles	180	61	187	65	73
OUTRE-MER	53	70	1 123	538	550
Emploi outre-mer	17	16	1 069	448	421
Conditions de vie outre-mer	36	54	54	91	129



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2018		Cumul à fin mars 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	992	992	991
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	543	856	23 127	7 285	7 464
Formations supérieures et recherche universitaire	97	73	12 553	3 257	3 237
Vie étudiante	82	285	1 675	778	809
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	96	325	5 748	1 647	1 660
Recherche spatiale	0	0	1 567	650	606
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	8	32	1 024	635	895
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	164	60	409	182	200
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	13	13	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	2	1	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	95	81	135	120	56
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	521	5 078	1 974	2 088
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	339	3 079	1 295	1 271
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	227	276
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 243	452	541
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	401	463	277	522	349
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	313	378	196	423	317
Concours spécifiques et administration	88	85	81	99	32
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 977	8 960	24 391	24 355	20 689
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	8 706	8 689	23 135	23 098	19 607
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	271	271	1 256	1 256	1 082
SANTE	0	10	1 169	400	359
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	0	10	355	75	76
Protection maladie	0	0	814	325	283
SECURITES	1 912	1 658	5 702	4 905	4 717
Police nationale	919	868	2 734	2 584	2 473
Gendarmerie nationale	923	763	2 520	2 225	2 118
Sécurité et éducation routières	4	1	7	4	5
Sécurité civile	67	26	440	92	121
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	430	1 272	17 670	4 656	4 511
Inclusion sociale et protection des personnes	153	75	5 876	1 022	951
Handicap et dépendance	196	1 124	10 978	3 274	3 187
Egalité entre les femmes et les hommes	1	1	2	1	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	80	72	813	359	371
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	66	44	714	231	225
Sport	30	27	171	84	105
Jeunesse et vie associative	36	17	486	132	120
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	0	0	56	16	0
TRAVAIL ET EMPLOI	838	757	7 263	3 579	4 721
Accès et retour à l'emploi	438	508	2 754	1 839	2 388
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	344	189	4 314	1 566	2 168
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	-1	7	17	7	6
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	53	179	167	159
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	29 934	29 996	151 757	99 158	95 735
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	20 957	21 036	127 366	74 804	75 046

⁽¹⁾ Création en LFI 2018

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2018

⁽³⁾ Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 210	23 516	22 953	22 953
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	120	440	391	391
Impôt sur les sociétés (C)	10 686	12 034	11 587	11 587
Impôt sur les sociétés	10 471	11 796	11 339	11 339
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	216	238	248	248
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	294	992	1 636	986
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	51	219	210	210
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	75	240	287	287
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière ⁽²⁾	60	240	204	204
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	3	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	6	7	7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	22	17	17
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité ⁽¹⁾	87	179	642	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	3	3
Recettes diverses	11	81	262	253
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 244	1 829	2 220	2 378
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 681	52 340	50 466	51 063
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 334	7 884	7 779	7 588
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	48	159	130	130
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	39	47	47
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	5	5	5



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	155	627	431	431
Mutations à titre gratuit par décès	975	2 591	2 656	2 656
Contribution de sécurité immobilière	56	188	173	173
Autres conventions et actes civils	41	130	135	135
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	39	122	99	99
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	17	40	41	41
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	18	43	52	52
Timbre unique	15	103	114	114
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	507	2 425	2 424	2 424
Autres droits et recettes accessoires	1	10	2	2
Amendes et confiscations	3	10	6	6
Taxe générale sur les activités polluantes	3	27	115	3
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	17	84	83	83
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	11	11	11
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	13	12	12
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	11	12	14	14
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	160	489	560	539
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	53	156	151	151
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	30	99	99	99
Prélèvement sur les paris sportifs	33	91	72	63
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	16	14	14
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	112	326	235	235
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	17	67	96	48
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	35 569	99 036	97 032	96 946
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	26 609	74 681	76 343	76 257



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	135	135	95	95
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	135	135	95	95
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	169	281	259	259
Revenus du domaine public non militaire	19	47	23	23
Autres revenus du domaine public	0	1	73	73
Revenus du domaine privé	2	35	0	0
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	22	70	70	70
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	123	125	90	90
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	3	4	4
Produits de la vente de biens et services (C)	93	231	197	197
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	40	42	46	46
Autres frais d'assiette et de recouvrement	51	184	146	146
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	1	3	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	11	42	47	47
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	15	16	16
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	1	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	0	2	4	4
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	15	15	15
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	6	9	10	10



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	73	255	285	285
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	27	90	107	107
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	3	5	5
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	2	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	42	110	120	120
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	2	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
Divers (F)	74	276	403	403
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	5	5	5
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	18	43	39	39
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	2	2
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2
Récupération d'indus	1	4	7	7
Recouvrements après admission en non-valeur	9	30	33	33
Divers versements de l'Union européenne	0	6	10	10
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	14	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	6	12	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	27	93	86	86
Produits divers	1	4	154	154
Autres produits divers	6	61	45	45
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	555	1 220	1 285	1 285



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 572	-7 538	-8 065	-9 049
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 051	-6 161	-6 716	-7 700
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-2	-3	-3
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-228	-546	-465	-465
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	-3	-3
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-28	-28	-25	-25
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-1	-1
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-257	-775	-832	-832
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-8	-25	-21	-21
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 683	-6 226	-4 673	-4 673
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 255	-13 764	-12 738	-13 722
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	125	298	745	745
Fonds de concours - coopération internationale	23	47	53	53
TOTAL FONDS DE CONCOURS	148	345	798	798



unité : million d'€.

	Mois de mars		Cumul à fin mars					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 425	5 373	17 597	20 218	20 164	19 244	2 567	-974
Aides à l'acquisition de véhicules propres	1	39	1	33	120	78	119	45
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	12	151	28	24	382	404	353	380
Développement agricole et rural	1	3	2	4	10	9	8	5
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	25	32	25	83	94	95	69	12
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	2	0	40	30	6	30	-34
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	26	23	58	45	82	68	24	23
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	743	0	783	4 383	703	1 243	-80	-3 140
Pensions	4 682	4 589	14 012	13 753	15 499	15 306	1 488	1 554
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	351	44	351	400	392	358	41	-42
Transition énergétique	584	490	2 338	1 452	2 853	1 675	515	223
Comptes de concours financiers	8 723	3 102	34 380	32 952	10 599	10 363	-23 781	-22 589
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	40	8 105	7 209	49	17	-8 056	-7 192
Avances à l'audiovisuel public	325	184	974	983	574	577	-400	-406
Avances aux collectivités territoriales	8 386	2 870	25 243	24 683	9 891	9 618	-15 352	-15 065
Prêts à des Etats étrangers	13	4	58	77	82	76	24	-1
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	4	0	0	4	75	4	75
Comptes de commerce	806	895	1 349	2 407	1 849	6 571	500	4 163
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	41	155	115	118	219	216	104	99
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	11	38	39	38	41	-1	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	438	438	439	1 186	439	1 186	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	23	33	51	92	134	220	83	128
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	263	204	560	739	839	825	279	86
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	3	0	0	0	-3
Opérations commerciales des domaines	5	3	10	8	9	9	-2	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	6	6	6	5	0	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	19	49	129	216	166	4 068	37	3 851
Comptes d'opérations monétaires	18	10	217	434	134	232	-83	-202
Emission des monnaies métalliques	13	3	42	30	23	29	-19	-2
Opérations avec le Fonds Monétaire International	5	7	174	355	111	203	-63	-152
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	48	0	0	0	-48
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 972	9 379	53 543	56 010	32 746	36 409	-20 797	-19 601
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 967	9 372	53 368	55 655	32 635	36 206	-20 733	-19 449



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	108	539
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	31	460
	Total organismes à caractère financier	870	139	1 009
	CEPL			
	Régions	2 304	-449	1 855
	Départements	6 292	-407	5 886
	Communes	24 371	-2 024	22 348
	HLM	343	-68	275
	Autres	23 822	-674	23 148
	Total CEPL	57 132	-3 621	53 511
	Etablissements publics de santé	5 103	248	5 351
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	628	12 044
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	318	4 527
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	-45	3 187
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	-81	1 091
	Total établissements publics nationaux	20 029	821	20 849
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	9 155	3 516	12 671	
Union européenne	3 767	-1 925	1 842	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	56	-4	52	
GIP	780	-58	722	
EPL	2 371	746	3 117	
Autres correspondants	7 745	-974	6 770	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 001	-340	10 661	
Total Dépôts de fonds du Trésor	107 058	-1 162	105 896	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-6	12
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-6	12
Total Passif (A)		107 076	-1 167	105 909
Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		107 075	-1 167	105 908



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2018
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 686 132	39 315	1 725 447
Titres négociables à moyen et long terme	1 559 659	30 666	1 590 325
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	30 666	1 590 325
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	23 718	1 381 603
- <i>taux variable</i>	181 658	6 597	188 255
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	126 473	8 649	135 122
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	8 649	135 122
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 169	-322	6 847
TOTAL (A+B+C)	1 693 301	38 993	1 732 294



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.